

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Première session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 8–11 February 2010**

## **RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES et BUDGÉTAIRES**

**Point 6 de l'ordre du  
jour**

*Pour information\**



Distribution: Générale  
**WFP/EB.1/2010/6-F/1**  
12 janvier 2010  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **MISE À JOUR DU PLAN DE GESTION DU PAM POUR L'EXERCICE BIENNAL 2010-2011**

\* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.PAM.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice exécutive adjointe et  
Directrice financière :                      Mme G. Casar                      Tél. : 066513-2885

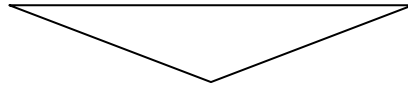
Directeur financier adjoint et Directeur  
de la Division du budget et de la  
programmation :                      M. S. O'Brien                      Tél. : 066513-2682

Chef du Service du budget :                      M. J. Crisci                      Tél. : 066513-2704

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél. : 066513-2645).



## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil prend note de la "Mise à jour du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010–2011" (WFP/EB.1/2010/6-F/1).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



---

## INTRODUCTION

1. Lors de l'approbation du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010–2011, le Secrétariat a réaffirmé qu'il s'engageait à faire régulièrement le point sur sa mise en œuvre. Ce premier rapport présente les informations disponibles en décembre 2009.

---

## GENERALITÉS

2. Le Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010–2011 présentait les grandes lignes du programme de travail prévu pour cet exercice, qui représentait un total de 8,95 milliards de dollars, coûts d'appui indirects (CAI) compris. Le budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) de 476 millions de dollars prenait en considération le niveau des recettes au titre des CAI calculé sur la base de ces besoins, compte tenu des financements reçus par le passé et des soldes prévus des réserves.
3. Le présent rapport donne un aperçu des changements apportés au programme de travail depuis l'approbation du Plan de gestion et des derniers niveaux des ressources projetés pour financer ce programme, ainsi que des dernières prévisions concernant le compte de péréquation des dépenses AAP.
4. Le Secrétariat continuera à suivre l'évolution des cours des denrées alimentaires et des carburants, au moyen d'un indice des prix des céréales spécifique au PAM et d'un indice des prix du pétrole brut, et les fluctuations du taux de change entre le dollar des États Unis et l'euro.
5. Conscient que, dans une organisation dont le financement repose sur des contributions volontaires, le niveau des ressources fournies par les donateurs peut être inférieur aux financements requis, le Secrétariat continuera à observer le niveau des dépenses de l'AAP pour s'assurer qu'il est viable.

---

## BESOINS SUPPLEMENTAIRES

6. Le Plan de gestion pour 2010–2011 initial chiffrait le programme de travail à 8,95 milliards de dollars É.-U. (8,37 milliards de dollars plus CAI), dont 4,6 milliards de dollars pour 2010 et 4,35 milliards de dollars pour 2011.
7. Comme le montre le tableau 1 ci-dessous, le montant du programme de travail actualisé pour 2010 a augmenté de 595 millions de dollars, ce qui porte le montant total de ce programme à 9,55 milliards de dollars pour l'exercice biennal, dont 5,2 milliards de dollars pour 2010.

<b>TABLEAU 1: BUDGET 2010 ACTUALISÉ – MONTANT DES AUGMENTATIONS POUR LES PRINCIPAUX PAYS</b> <i>(en millions de dollars)*</i>			
	<b>Plan de gestion initial</b>	<b>Besoins actualisés</b>	<b>Augmentation</b>
Pakistan	75,4	316,2	240,8
Soudan	858,9	969,4	110,5
Afghanistan	244,9	325,3	80,4
Éthiopie	302,7	352,1	49,4
Autres	3 124,3	3 237,8	113,5
<b>TOTAL</b>	<b>4 606,2</b>	<b>5 200,8</b>	<b>594,6</b>

\* CAI compris

## Pakistan

8. L'opération d'urgence menée au Pakistan va probablement générer des besoins supplémentaires du fait du caractère extrêmement instable de la situation de la sécurité, qui s'est traduit par une augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, qui ont besoin d'une aide alimentaire. Le PAM vient actuellement en aide à 8,8 millions de personnes au Pakistan, dont 2,6 millions de personnes déplacées, qui fuient souvent les combats du Sud-Waziristan. Les besoins alimentaires ont augmenté de 272 000 tonnes.
9. Deux cellules logistiques ont été créées pour répondre au besoin accru d'une réaction logistique coordonnée et efficace de la communauté internationale, afin d'éviter les goulots d'étranglement et d'éventuels doubles emplois.
10. Les coûts encourus pour assurer la sécurité des personnels ont augmenté après l'attentat du 9 octobre et en raison de l'extension des interventions du PAM dans des zones extrêmement peu sûres.

## Soudan

11. Les besoins alimentaires et les coûts d'appui directs au Darfour et au Sud-Soudan ont encore augmenté du fait de l'instabilité et de la progression de la faim due à l'aggravation du manque accru de moyens de subsistance. Les opérations d'urgence fournissent des vivres à 6,4 millions de bénéficiaires. L'opération menée au Darfour, qui représente la majeure partie des vivres distribués, génère des coûts de transport de plus en plus élevés. Elle est concentrée dans des zones très dangereuses, où les risques encourus par le personnel, les équipements et les marchandises – et donc la nécessité d'assurer une distribution sûre et la protection du personnel – contribuent à une augmentation des coûts.

## Afghanistan

12. L'augmentation des besoins opérationnels en Afghanistan résulte principalement de deux facteurs: les évaluations laissent prévoir une augmentation des besoins, et le Gouvernement a sollicité de nouvelles interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) en 2010 visant à améliorer la résistance et la sécurité alimentaire pour 6,4 millions de bénéficiaires. De plus, les coûts liés à la sécurité ont augmenté, surtout à la suite des récents attentats visant les installations des Nations Unies.



## Éthiopie

13. L'augmentation des besoins pour les IPSR en Éthiopie s'explique par la faiblesse et à l'irrégularité des précipitations ces deux dernières années, le prix élevés des denrées alimentaires et du carburant et la récession économique mondiale actuelle. En raison de ces différents facteurs, les évaluations font état d'une augmentation des besoins urgents à satisfaire pour lutter contre la faim. On s'attend à ce que la sécheresse et la situation économique se traduisent pas de nouveaux besoins du fait de l'accroissement du nombre de bénéficiaires des IPSR en 2010.

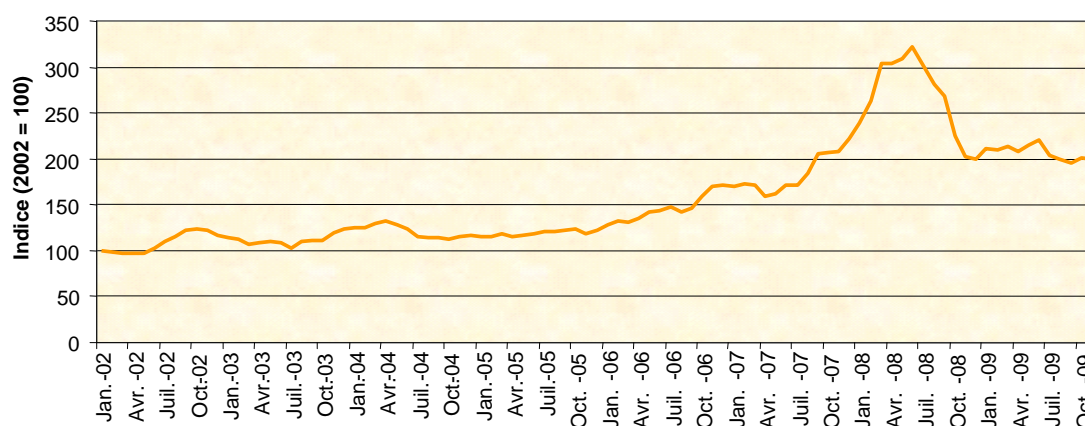
## Divers

14. La plupart des autres augmentations du programme de travail concernent la République démocratique du Congo, pour faire face à une insécurité alimentaire de plus en plus importante, au moyen d'une opération d'urgence (27,7 millions de dollars); la République unie de Tanzanie (26,1 millions de dollars) pour un programme de pays demandé par le Gouvernement pour soutenir la deuxième phase de sa stratégie de réduction de la pauvreté; et le Sri Lanka (25,9 millions de dollars) pour une nouvelle IPSR visant à soutenir les personnes déplacées ou rapatriées et les personnes concernées par la fin d'un conflit à long terme. D'autres augmentations (33,8 millions) portent sur des montants moins importants répartis sur une large gamme d'opérations.

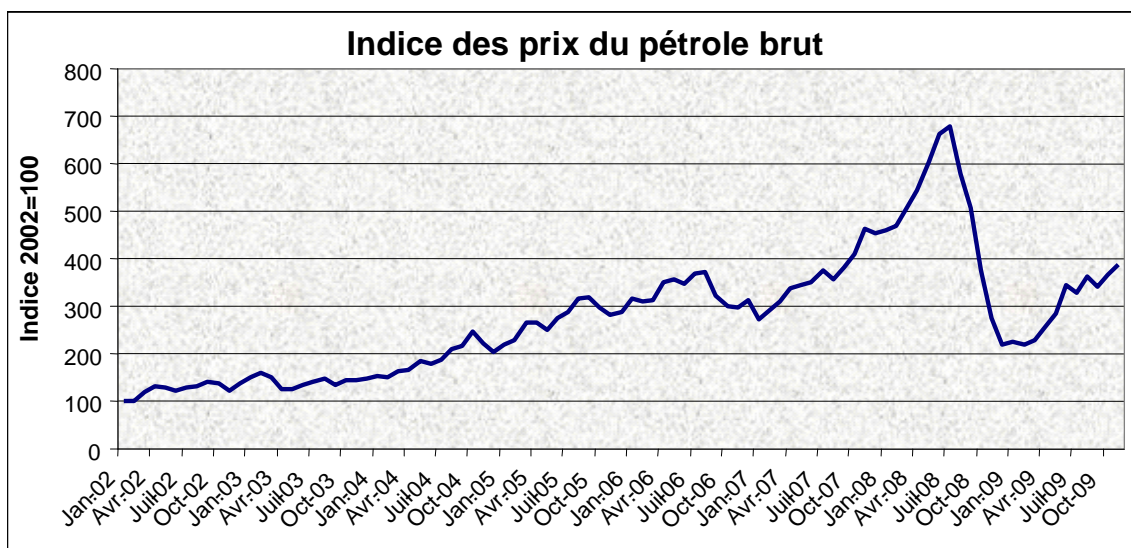
## INDICE PAM DES PRIX DES CÉRÉALES ET DU CARBURANT

15. Le PAM suit l'évolution des prix des céréales à l'aide d'un indice des prix spécifique qui utilise des données fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et observe celle des prix du pétrole à l'aide d'un indice des prix du pétrole brut qui repose sur le prix à terme du Brent. Si le PAM surveille l'évolution des prix des céréales et du pétrole, c'est parce que ces prix ont une forte influence sur les coûts opérationnels du PAM. Ces indices montrent que les prix des céréales sur les marchés mondiaux ont été stables en 2009 alors que ceux du pétrole brut ont augmenté ces derniers mois, principalement dans l'attente d'une reprise économique mondiale.

**Indice PAM des prix des céréales, 2002-2009**



16. Dans près de la moitié des plus de 60 pays suivis par le PAM, les prix des produits alimentaires de base sont supérieurs de plus de 20 pour cent à la moyenne des cinq dernières années. Ainsi, en Afghanistan, le prix du blé est actuellement supérieur de 61 pour cent plus élevé à la moyenne des cinq dernières années, et celui du riz de 20 pour cent. En Somalie et au Soudan, le prix du sorgho ces derniers mois était supérieur de plus de 100 pour cent à la moyenne des cinq dernières années<sup>1</sup>.
17. Selon les perspectives de l'alimentation de la FAO de décembre 2009<sup>2</sup>, les stocks mondiaux de céréales se situent aujourd'hui à des niveaux plus élevés qu'en 2007–2008, années au cours desquelles les prix ont atteint un niveau record. La FAO note toutefois que le système alimentaire mondial est aujourd'hui en situation de vulnérabilité persistante à des facteurs économiques extérieurs non alimentaires tels que les taux de change et le prix du pétrole, qui auront un impact direct sur le pouvoir d'achat des ménages.
18. À l'heure actuelle, les projections du Plan de gestion initial concernant l'alimentation correspondent bien aux prix effectifs.



19. L'indice des prix du pétrole brut montre que, même si le prix actuel reste nettement plus bas que le record atteint mi-2008, il est encore relativement élevé par rapport à son prix moyen d'avant 2008. Si le prix du pétrole brut continue à augmenter en 2010, le PAM évaluera si cette augmentation risque d'influer sur les coûts de transport terrestre, entreposage et manutention et de transport externe au cours de l'exercice biennal 2010-2011.
20. Le Secrétariat continuera à suivre l'évolution des prix des produits alimentaires et des carburants et informera le Conseil au moyen des rapports sur la mise en œuvre du Plan de gestion.

<sup>1</sup> PAM. 2009. Financial Crisis and High Food Prices (Crise financière et prix élevés des produits alimentaires). Rome, 13 novembre.

<sup>2</sup> FAO. 2009. Perspectives de l'alimentation; analyse des marchés mondiaux Rome, 9 décembre.

## NIVEAUX PROJÉTÉS DES RESSOURCES

21. Pour 2009, les recettes provenant de contributions devraient atteindre 4,0 milliards de dollars.
22. Le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2010–2011 tablait sur un montant global des recettes de 7,5 milliards de dollars, ce qui générerait 476 millions de dollars de recettes au titre des CAI. Cela correspondait à un financement de 84 pour cent du programme de travail initial, d'un montant de 8,95 milliards de dollars.
23. Les projections de financement actuelles restent à 7,5 milliards de dollars (3,75 milliards de dollars par an).

## SITUATION DU COMPTE DE PÉRÉQUATION DES DÉPENSES AAP

24. Les dernières prévisions concernant le compte de péréquation des dépenses AAP, établies sur la base des crédits approuvés au titre du budget AAP, sont présentées dans le tableau 2.

<b>TABLEAU 2: COMPTE DE PÉRÉQUATION DES DÉPENSES AAP, 2010–2011</b> <i>(en millions de dollars)</i>		
	<b>Plan de gestion</b>	<b>Mise à jour</b>
Solde d'ouverture estimé au 1er janvier 2010	70,4	96,7
Recettes projetées pour 2010–2011 (taux de recouvrement des CAI de 7%)	476,0	476,0
Dépenses AAP approuvées pour 2010–2011	(476,0)	(476,0)
Crédits exceptionnels pour 2010–2011	(25,9)	(25,9)
Sous-total, dépenses	(501,9)	(501,9)
<b>Solde prévu au 31 décembre 2011</b>	<b>44,5</b>	<b>70,8</b>

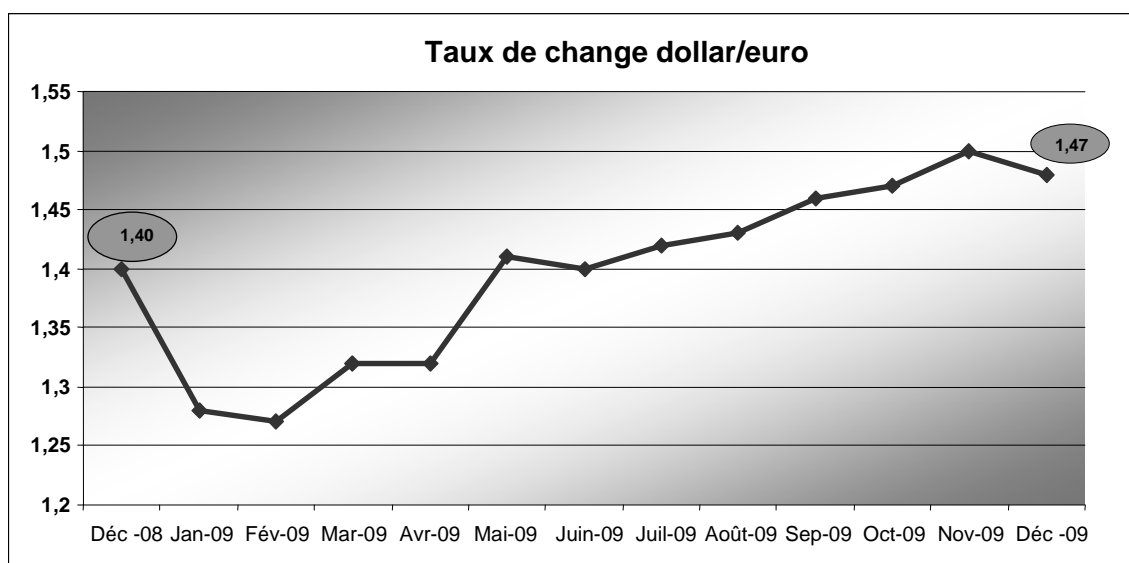
25. Le solde du compte de péréquation des dépenses AAP prévu à la clôture de l'exercice biennal 2010–2011 est maintenant de 70,8 millions de dollars, soit une augmentation de 26,3 millions de dollars par rapport au solde prévu de 44,5 millions de dollars présenté dans le Plan de gestion.
26. L'augmentation du solde prévu résulte des contributions reçues fin 2009 pour une mise en œuvre en 2010, qui ont généré des recettes supplémentaires au titre des CAI au cours du dernier trimestre 2009. Cette augmentation aidera le PAM à réaliser son objectif, c'est-à-dire à maintenir dans le compte de péréquation des dépenses AAP un montant équivalent à au moins quatre mois de dépenses AAP prévues.
27. Le Secrétariat continuera à suivre l'évolution des recettes au titre des CAI et des dépenses AAP et à informer le Conseil de l'état du compte de péréquation des dépenses AAP.



## STRATÉGIE DE COUVERTURE

### Couverture du risque de change lié au budget AAP

28. À sa session annuelle de 2008, le Conseil a approuvé la mise en place d'une politique de couverture du risque de change pour la part des dépenses AAP encourues en euros afin d'introduire davantage de stabilité dans le financement du budget. En conséquence, le Secrétariat a procédé à des opérations de couverture du risque de change à raison de 4,8 millions d'euros par mois en 2009, sur la base d'un taux de change fixe moyen de 1 euro pour 1,44 dollar.
29. En juin 2009, le Secrétariat a informé le Conseil de son intention de couvrir les dépenses en euros en 2010 et en 2011 à hauteur de 5 millions d'euros par mois. Des contrats de couverture ont été conclus en juillet 2009, et le taux de change a été fixé à 1 euro pour 1,41 dollar. Cela a permis au Secrétariat de tenir compte du taux euro/dollar moyen dans le calcul des nouveaux coûts standard de personnel. Il est ainsi possible de déterminer avec certitude le montant en dollars des dépenses AAP encourus en euros pour le personnel, ce qui a permis d'établir la planification du budget AAP sur des bases plus prévisibles.
30. Comme le montre la figure 1, le taux de change entre le dollar et l'euro a continué d'augmenter en 2009 et est resté toute l'année au-dessus des niveaux de 2008.



31. Le Secrétariat a l'intention, début 2010, de tirer les premiers enseignements de l'impact des contrats de couverture mis en œuvre par le PAM à ce jour et d'en informer le Conseil.

## RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ

32. Depuis l'attentat contre le bureau du PAM à Islamabad en octobre 2009, le Secrétariat a pris les mesures suivantes afin de recenser et de hiérarchiser les mesures de renforcement de la sécurité nécessaires pour permettre au PAM de continuer à accomplir les programmes et activités prévus au titre de son mandat :
- programmes de formation à la sécurité pour les cadres supérieurs, les responsables de la sécurité, les agents de sécurité et tout le personnel du PAM ;

- révision et mise en œuvre rigoureuse et accélérée des normes minimales de sécurité opérationnelle;
  - missions d'évaluation de la sécurité accompagnées d'une évaluation des risques relatifs aux explosions et de l'aménagement des bâtiments ; et
  - renforcement de la capacité du PAM à rassembler, traiter, analyser et diffuser les informations afin d'identifier les menaces et les tendances et de faciliter ainsi la planification des opérations et des interventions en cas d'urgence.
33. Le Secrétariat a entrepris d'optimiser le traitement de la sécurité, dans les limites des crédits approuvés au titre du budget AAP, en redéployant ses conseillers chargés des questions de sécurité, actuellement en poste au siège, dans les bureaux régionaux de Johannesburg, du Caire et de Bangkok. Deux nouveaux postes de conseillers chargés des questions de sécurité seront créés au siège au sein de la Division chargée de la sécurité sur le terrain, pour aider les bureaux de terrain des autres régions.
34. Deux nouveaux postes de formation à la sécurité seront attribués à la Division chargée de la sécurité sur le terrain pour soutenir les initiatives entreprises et notamment la de sensibilisation à la sécurité à l'échelle mondiale.
35. Cette liste ne recouvre pas les mesures liées aux normes de construction et autres besoins matériels.
36. Ces mesures peuvent être couvertes par les allocations budgétaires existantes mais le Secrétariat prévoit toutefois de soumettre au Conseil, à sa session annuelle de 2010, une proposition de stratégie de sécurité complète et viable, qui devrait nécessiter l'affectation de ressources supplémentaires.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	Budget administratif et d'appui aux programmes
CAI	Coûts d'appui indirects
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement